



**..ÈGM..**  
ÉTATS GÉNÉRAUX  
DES MIGRATIONS

# Dimanche 18 décembre 2022

## Journée internationale des migrant.e.s

### Rassemblement - Manifestation

### place de la Préfecture à 14h30

**Nous, associations, organisations citoyen.ne.s** n'acceptons pas ce monde et ces débats politiques où l'étranger est renvoyé à la figure du délinquant, où « le migrant » est l'ennemi désigné. Depuis 1980, 29 lois spécifiques ont été votées pour durcir et dégrader les conditions d'admission au séjour. De nouveau, une énième et future loi témoigne de nouvelles dérives sécuritaires.

**Ce monde est cause de conflit, de racisme, il est sans espoir !**

**La réalité pour les migrant-es :**

**Ce sont des centaines de milliers de personnes Sans-Papiers** qui vivent et travaillent aujourd'hui en France, déclarent et paient des cotisations sociales, des impôts et des taxes sans bénéficier d'aucun droit en retour.

**C'est de plus en plus de jeunes scolarisé-es, en formation, qui deviennent des sans-papiers,** des sans-droit ni toit à leurs 18 ans et doivent interrompre leur apprentissage ou leur formation, c'est un énorme gâchis humain et social.

**Notre monde, c'est celui de la SOLIDARITE !**

Il porte un projet de paix par le respect de la dignité humaine et de l'égalité !

**Pour un accueil digne** de tous les demandeurs d'asile, respectueux des traités internationaux et des engagements de la France

**Pour le droit à un logement** pour toutes et tous

**Pour le respect de la convention internationale des droits de l'enfant** ratifié en 1989 par 197 États dont la France

**Pour une politique migratoire basée sur le respect du droit d'asile,** des droits et libertés

**La protection des demandeurs d'asile** par l'accès à un hébergement, aux soins, aux recours juridique digne d'un État de droit **n'est pas effective,** notamment avec la restriction de l'aide juridictionnelle.

Et tout cela au moment où un nombre croissant d'employeurs demandent des régularisations pour leurs salarié.e.s,

**C'est une réalité Insupportable :**

Les milliers de morts aux frontières, rejetés en fonction de leurs origines, conséquence des politiques mortifères et xénophobes de l'Union européenne.

Les obstacles mis aux bateaux des ONG de secours en mer.

Les camps en Grèce, aux Canaries ou aux frontières de l'Europe où, les États-Nations entassent par milliers des êtres humains dans des conditions épouvantables.

fondamentales, et notamment la libre circulation et l'égalité des droits (art 13 de la DUDH),

**Pour un plan de régularisation** des personnes étrangères vivant sur notre territoire

**Pour la fermeture des centres de rétention administrative,** la fin de la double peine et **contre l'ouverture des nouveaux Lieux de Rétention Administrative**

**Pour une meilleure prise en compte des besoins** et envies d'insertion des personnes.

## L'exil

Partir, quitter sa terre natale, ce saut dans l'inconnu constitue toujours une souffrance. Ce n'est que très rarement un choix.

On fuit les persécutions et les régimes politiques autoritaires et dictatoriaux, et l'exil devient exode lorsque des populations entières quittent leur ville, leur région, leur pays ravagé par la pauvreté, la guerre, la violence.

On fuit parce que l'on ne pouvait plus supporter le chaos, la misère, la persécution, le patriarcat, l'homophobie, le racisme, la terre devenue incultivable, inhabitable... le néant. On fuit parce qu'il n'y a plus d'espoir, là où on vivait, là où on est né-e-.

**Fuir, c'est survivre.** On part chercher refuge et accueil chez ce voisin, inconnu, proche ou lointain. Fuir c'est alors espérer qu'il y a un ailleurs où vivre, tout simplement, est possible.

Et ce possible relève de la responsabilité des peuples qui accueillent, de notre responsabilité. Cela s'appelle solidarité et fraternité.

C'est cette solidarité et cette fraternité que nos associations, ici en Sarthe et partout en France, veulent rendre publiques : nous affirmons qu'une autre politique de l'accueil, respectueuse des droits et de la dignité des personnes est possible, et nous refusons ces politiques qui, loi après loi nourrissent l'exclusion et le rejet.

## Mensonges

Gérald Darmanin comme Emmanuel Macron ont déclaré que la moitié des délits en région parisienne seraient commis par des étrangers. Les chiffres officiels de la « délinquance étrangère » sont considérablement plus bas que ceux jetés ainsi en pâture et stables depuis des années (entre 14 et 16%). Très loin des 50%.

Par ailleurs, volontairement, Darmanin et Macron, mélangent tous les délits dont... les infractions liées à la régularité du séjour. Dans les condamnations d'étrangers seules 0,8% concernent des crimes.

## Profiteurs des aides sociales ?

Les immigrés sont souvent présentés comme venant en France pour « profiter » des aides sociales cherchant ainsi à opposer et diviser la population. Pourtant « Dans tous les pays, la contribution des immigrés sous la forme d'impôts et de cotisations est supérieure aux dépenses que les pays consacrent à leur protection sociale, leur santé et leur éducation » selon l'OCDE, dans un rapport qui porte sur ses 25 États membres entre 2006 et 2018.

# Défendons la solidarité !

## Alors il est temps de rappeler

**Que nos destins sont liés.**

**Que l'indivisibilité des droits (fondamentaux, économiques, sociaux, civiques et environnements) doit être garantie afin d'éviter le retour de la barbarie.**

**Que l'égalité devant les droits doit être partie constituante de la société dans laquelle nous voulons vivre.**

**Que la devise de la République Liberté Egalité Fraternité ne prendra tout son sens que si elle se conjugue avec la solidarité et garantit l'effectivité des droits aux citoyennes et citoyens, qu'ils ou qu'elles soient de nationalité ou de résidence.**



Contre la loi immigration  
de Darmanin  
Contre la double peine  
et les centres de rétention  
Contre la criminalisation  
de la solidarité

Pour un plan de régularisation  
des Sans-Papiers  
Pour la liberté de circulation  
Pour l'égalité des droits